



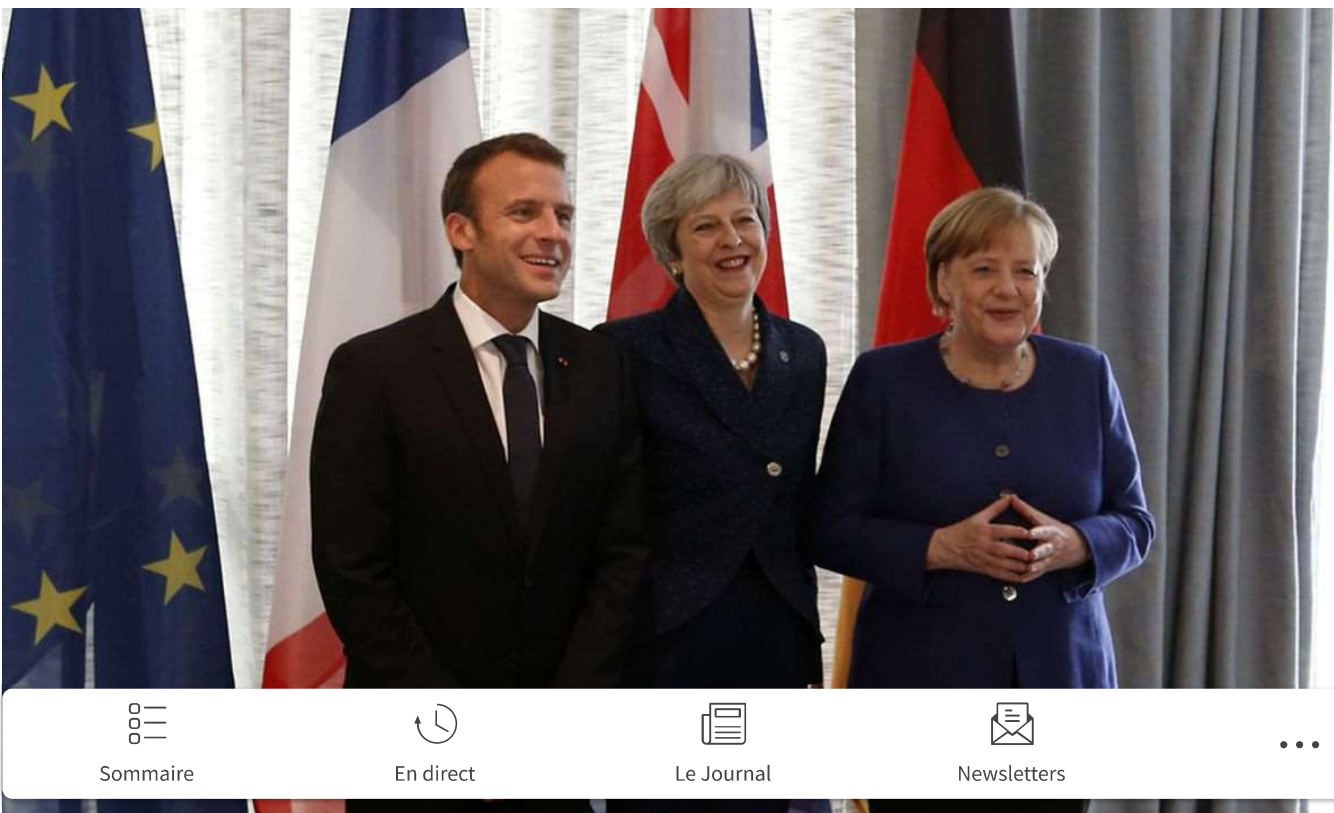
ÉDITOS & ANALYSES

CHRONIQUE

Quelle Europe après le Brexit ?

Les partisans du Brexit rêvaient de faire voler en éclats l'Union européenne. La réalité leur donne tort, mais ce n'est pas une raison pour faire la leçon aux Britanniques ou les humilier. Au contraire, c'est avec eux qu'il faut penser l'Europe de demain.

Éditos & Analyses

[Sommaire](#)[En direct](#)[Le Journal](#)[Newsletters](#)



« Filer à l'anglaise » : cette expression un peu désuète signalait hier l'art de quitter une soirée en silence, sans prévenir personne, de peur d'embarrasser ses hôtes ou de gâcher la fête. Aujourd'hui, filer à l'anglaise se dit « brexiter », à savoir faire l'inverse : dire à tout le monde que l'on part... **pour rester ad vitam aeternam à la soirée**, accroché comme une moule à son rocher. Ou comme le Royaume-Uni à l'Europe.

Où en sommes-nous du Brexit, après trois années de campagne, de référendum et d'après négociations, où le burlesque des « Brexiteurs en chef » (Boris Johnson, Nigel Farage) comme celui **du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker**, le disputent à la tragédie - le meurtre à coups de fusil d'Helen Joanne Cox, député travailliste de trente et un ans et mère de deux enfants, aux cris de « Britain first » ? Strictement nulle part.

En avance d'un poisson d'avril, le **Parlement britannique s'évertue, de façon quasi maniaque, à bloquer toutes les issues possibles** de cette crise auto-infligée que personne ne voulait vraiment. Pas de sortie sans accord ; pas d'accord sans sortie ; pas de sortie ; pas d'accord... plus personne n'y comprend rien, à commencer par les Britanniques eux-mêmes.

Face au Brexit, un royaume toujours plus désuni (Dominique Moïsi)

Face à cette situation qu'elle subit depuis trois ans, l'Union européenne s'est découverte, comme à chaque crise majeure, **plus unie qu'elle ne l'imaginait**. Les partisans du Brexit rêvaient de jouer un pays contre l'autre dans cette phase dangereuse de négociations, qui aurait pu aboutir à un détricotage de l'Union européenne. Ce but de guerre de tous les adversaires de l'Europe - de la Russie de Vladimir Poutine aux Etats-Unis de Donald Trump - ne sera pas atteint, et c'est une bonne nouvelle.

Est-ce une raison suffisante pour faire la leçon aux Britanniques et les humilier ? Depuis quelques mois, une partie de la diplomatie française, d'habitude plus avisée, multiplie les attitudes et





Les avanes se prolongent aujourd'hui, avec une diplomatie française tenant, dans toute l'Union européenne, la position la plus intransigeante vis-à-vis des Britanniques, au moment précis où ces derniers cherchent, certes confusément, une porte de sortie.

Ne plus compter sur l'Allemagne

Enfin, quoi ! Peut-on tenir pour nuls et non avenues les 6 millions de Britanniques appelant en moins d'une semaine, dans une improbable pétition en ligne lancée par une bibliothécaire retraitée de soixante-dix-sept ans, la tenue d'un second référendum ? Et si nous regardons froidement l'équilibre de nos alliances à l'intérieur de l'Union européenne, sommes-nous si sûrs que les efforts prioritaires que nous consacrons depuis des années au partenaire allemand sont payés en retour ?

Le **camouflet infligé par Annegret Kramp-Karrenbauer**, en réponse à l'appel pour une « renaissance » européenne d'Emmanuel Macron dans 28 pays et 28 langues, devrait pourtant nous dessiller : l'Allemagne qui vient, celle de l'après-Merkel, **ne fait même plus l'effort de faire semblant de prendre la position française en considération**. Elle veut partager notre siège au Conseil de sécurité de l'Europe sans remplir ses obligations en termes de défense commune ; enterrer toute idée d'une convergence fiscale et sociale dans l'Union européenne. Et même fermer les sessions du Parlement européen à Strasbourg.

L'urgence est ailleurs : elle est dans la priorité nouvelle que nous devons accorder à notre relation avec la Grande-Bretagne. Dans les crises et conflits qui nous attendent au XXI^e siècle, nous aurons besoin de cet allié indéfectible. Nos intérêts stratégiques sont bien plus alignés avec la Grande-Bretagne qu'avec n'importe quelle autre nation européenne : ainsi de notre présence et implication communes en Afrique, au Proche-Orient, au Conseil de sécurité de l'ONU ; de nos statuts de puissances nucléaires ; de nos agendas communs, de la centrale nucléaire d'Hinckley Point aux accords militaires de Lancaster House en passant par Galileo ; de notre conscience partagée du danger que représente l'ingérence de la Russie de M. Poutine et de ses agents dans nos affaires.





européen du 10 avril.

Les délais proposés aujourd'hui à la Grande-Bretagne ressemblent à un ultimatum. Sans doute est-ce la façon d'agir, si brouillonne et arrogante, de la Commission européenne de Monsieur Juncker. Ce procédé n'est en revanche pas digne de la France, ni des liens qui unissent nos deux pays.

« La diplomatie française servirait davantage les intérêts de la France et de l'Europe si nous aidions réellement, et sans arrière-pensées, les Britanniques à sortir du piège suicidaire dans lequel ils s'enferment depuis trois ans. »

Aux heures les plus sombres de la défaite française de juin 1940, la Grande-Bretagne de Winston Churchill, sur une idée de Jean Monnet, avait proposé la fusion des nationalités française et britannique, pour réaliser l'unité totale de nos deux pays face à l'Allemagne nazie. Sans doute n'en sommes-nous pas là aujourd'hui. Mais, plutôt que de l'humilier comme voudrait le faire Bruxelles, c'est à nous qu'il revient de tendre la main à notre principal allié, dans ce moment douloureux et décisif de son histoire.

Edouard Tetreau



Quelle politique de longévité pour la France



Sommaire



En direct



Le Journal



Newsletters





Les Echos



À la une Idées Économie Politique Monde Tech-Médias Entreprises Bourse Finances

[Lire la suite](#)

Les Echos



Pratique



Services



Le Groupe



Tous droits réservés - Les Echos 2019



Sommaire



En direct



Le Journal



Newsletters

